

# Grève générale !

## Macron étale son cynisme

Interrogé longuement les 12 et 15 avril sur des chaînes de télévision, Macron l'a réaffirmé : « *on ira jusqu'au bout.* » Il a évoqué une possible reprise par l'Etat de la dette de la SNCF, en échange des avancées dans la réforme : duperie ! Il s'agira simplement de transférer aux contribuables le remboursement de la dette dont les cheminots ne sont nullement responsables afin de faciliter la privatisation des secteurs rentables. Les étudiants qui contestent la loi Vidal de sélection à l'entrée à l'Université ? « *Des professionnels du désordre.* » Les hôpitaux ? « *Il ne faut pas mettre de l'argent sur un système qui n'est plus adapté.* » Les violences policières à Notre-Dame-des-Landes ? « *Ce qui doit être évacué le sera.* » La prise en charge de la dépendance ? Une deuxième journée travaillée non payée « *est une piste intéressante.* » L'argent n'est disponible que pour multiplier les flics à l'intérieur et les immixtions militaires comme en Syrie la nuit du 14 au 15 avril. Macron a également défendu le projet de loi contre les migrants et le droit d'asile, annoncé la fin de tous les régimes spéciaux de retraites en 2019, tout en indiquant qu'il contestait « *une logique de coagulation des mécontentements* » !

## Dirigeants syndicaux, cessez de négocier les plans du gouvernement !

Le gouvernement prépare une loi contre les chômeurs qui est connue depuis le 5 avril. Pourtant, la « concertation » se poursuit sur ce projet avec la participation de toutes les confédérations. Le gouvernement a fait voter le 17 avril en première lecture son projet de loi contre les cheminots et le service public par 454 voix pour (députés LREM, UDI, Modem, LR). Pourtant, les directions syndicales se rendent toujours aux convocations du gouvernement et lui font toujours des « propositions ».

Conformément aux plans de Macron contre les retraites, Delevoye vient d'ouvrir le 16 avril une deuxième phase de négociations depuis le avec les directions syndicales avec l'objectif que tout soit voté en 2019 ! Ni les nouvelles attaques contre les retraites, ni « l'action publique 2022 » pour les fonctionnaires, ni les projets de privatisation de la SNCF ne sont amendables ni négociables ! Accepter de discuter des attaques du gouvernement, c'est l'aider. Dirigeants syndicaux, rompez le dialogue social, exigez le retrait pur et simple des projets du gouvernement !

## Contre les journées d'action, les grèves perlées et la dispersion

Après la journée d'action du 22 mars, voici une nouvelle journée d'action le 19 avril. Mais le gouvernement se rit des journées d'action, il attend tranquillement le lendemain. La kyrielle des journées d'action pendant les combats en défense des retraites, contre la loi El-Khomri ou contre les ordonnances n'a jamais fait reculer les gouvernements, elle n'a jamais été le moyen de « *construire peu à peu la convergence des luttes* », comme le prétendent LFI, LO, NPA et consorts. Les journées d'action ont toujours fini en impasses où s'épuise la combativité des salariés. Dans le même temps, après une manifestation « stop Macron » limitée à Marseille le 14 avril, est annoncée une journée « fête à Macron » le 5 mai à l'initiative de LFI. L'intersyndicale de la SNCF a appelé à une grève perlée, 2 jours sur 5, du 3 avril au 28 juin, au motif qu'il faudrait une « grève longue ». Mais l'objectif de la grève n'est pas de durer le plus longtemps possible, c'est de gagner ! Or ce dispositif de grève perlée conduit inévitablement à la dispersion, à l'essoufflement, à la démoralisation et facilite la tentative du gouvernement de dresser les usagers contre les grévistes. Une défaite des travailleurs de la SNCF ne serait pas qu'une défaite pour eux, mais un recul de toute la classe ouvrière de ce pays. Elle faciliterait la nouvelle attaque contre toutes les retraites.

## Pour gagner, grève générale !

Pour gagner, ce n'est pas la combativité qui fait défaut, ce n'est pas la solidarité qui manque comme en témoigne le succès des caisses de grèves pour les cheminots ! Mais pour gagner, il faut l'appel clair et net à la grève générale de tous les cheminots contre le gouvernement, il faut l'appel de toutes les directions syndicales, de tous les partis et organisations se réclamant de la classe ouvrière, à tous les salariés du public et du privé, à la jeunesse étudiante, pour la grève générale contre le gouvernement. Tous ensemble ! Pour vaincre Macron et son gouvernement, annuler toutes les mesures prises contre les travailleurs, retirer tous les plans, garantir l'emploi à tous, grève générale ! Contrôle du mouvement par les assemblées générales, les comités de grève élus et mandatés, la coordination nationale des comités de grève ! Voilà ce que craint le gouvernement ! Voilà le combat qu'il faut mener.

17 avril 2018

